

La cinquième réunion du débat public a rassemblé environ **350 personnes**, le 19 octobre à Mennecey (Essonne).

La tonalité de la réunion a été donnée par le maire de Mennecey, qui a, d'emblée, fait part des « questions, interrogations et inquiétudes » suscitées, localement, par le projet de RFF.

Après l'explication des objectifs, principes et modalités du débat public par le président de la CPDP, RFF a présenté de manière très synthétique le projet de LGV POCL puis a détaillé la problématique de l'arrivée de la LGV POCL dans le sud de la région parisienne.

RFF a présenté les risques d'impacts (en particulier sur les zones urbanisées et l'environnement), qui ont déterminé les options de passage. Il a aussi expliqué l'effet « positif » que pourrait avoir la LGV sur les transports régionaux : la création de voies nouvelles permettrait la libération de sillons ferroviaires, dont pourraient bénéficier les Transiliens et les RER.

Avec des questionnements et des arguments parfois exprimés avec vivacité, les intervenants ont soulevé la question de la priorité de la création de la LGV POCL. Même si plusieurs ont dit qu'ils n'y étaient pas opposés "sur le principe", pourquoi, disent-ils, mobiliser à cette fin un investissement de 12 à 14 milliards, alors que le seul RER, dont les besoins d'amélioration sont criants, transporte à lui seul, « dans de très mauvaises conditions », deux fois plus de passagers que l'ensemble des LGV françaises ?

Les explications de RFF sur l'apport de la réalisation de la LGV aux transports régionaux n'ont pas fait l'unanimité. Des intervenants ont rappelé que le calendrier n'était pas le même : l'amélioration des RER, ont-ils dit, est indispensable à court et moyen terme, « avant 2025 ». RFF a indiqué que cette priorité devrait être prise en compte.

D'autres critiques, exprimées avec force, ont porté aussi sur les « dommages environnementaux » que la ligne causerait au territoire, à sa faune, à sa flore et notamment au PNR du Gâtinais français.

Quelques voix discordantes se sont fait entendre pour rappeler que les habitants du « Grand Centre » attendent beaucoup du projet en matière de désenclavement et de développement économique.

Si quelques élus locaux et habitants ont dit comprendre le souhait de désenclavement des territoires du "Grand Centre", ils ont également affirmé qu'elle ne pourrait se réaliser au détriment de l'environnement et des déplacements quotidiens des habitants de l'Essonne et des départements environnants.

Une alternative à la LGV a été proposée par plusieurs participants, qui consisterait dans le "sextuplement", soit l'ajout de deux voies aux quatre existantes.

Des questions ont également été posées sur le « manque de précision » des études de RFF, l'interconnexion avec un barreau ferroviaire Est-Ouest, le financement de la LGV, la consommation de terres agricoles par le projet, l'éventualité d'une gare POCL à Orly.